

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 49a du 04 au 12.06 au 10.07.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

1 Lutte pour la libération du territoire

2 Politique

a) Politique Libyenne

3 Politique internationale

a) Pays Arabes & voisins

4 Institutions internationales

5 Autres Pays

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

7 Brèves

8 Dossiers

9 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

10 Analyse - Géopolitique et stratégie- Réflexion

11 Annexe

Tiré à part

Le Soleil Noir de l'Occident se lève sur la Libye.

L'intervention occidentale de 2011 en Libye, illustre, jusqu'à la caricature, à la fois **l'impérialisme humanitaire** dont peuvent faire preuve les démocraties et **l'aveuglement plus ou moins volontaire des grands médias démocratiques** sur les arrières-pensées géostratégiques, pourtant faciles à déceler, des puissances occidentales. Au moment où nous rédigeons ces lignes les informations sont encore parcellaires et il faut bien se garder de porter un jugement définitif sur les événements qui s'y déroulent. Mais, on peut déjà, à grands traits, et sur la base d'éléments factuels rendus publics, présenter une version des faits radicalement différente de celle qui nous est servie par les protagonistes occidentaux et leurs relais médiatiques.

Tout commence en 2006 quand Kadhafi réprime dans le sang (14 morts parmi les manifestants) une révolte islamiste à Benghazi, avec la bénédiction des Occidentaux qui ont œuvré, depuis 2004, pour faire du dirigeant libyen un homme fréquentable. Quelques années plus tard, mi février 2011, a lieu, toujours à Benghazi, une manifestation des parents des prisonniers 'politiques' de la révolte de 2006 qui

demandent leur libération. À cette occasion, des échauffourées entre manifestants et forces de l'ordre font une dizaine de morts. À partir de là tout s'enchaîne à merveille pour les Occidentaux, qui vont entrer en scène pour impulser le déroulement des événements en leur faveur, après avoir 'subi' les révoltes arabes de Tunisie et d'Égypte qui ont fait tomber leurs amis autocrates (1).

Très vite on nous présente devant les caméras quelques 'foules' clairsemées de rebelles qui, curieusement, ressemblent plus à des soldats et à des islamistes poussant à la guerre civile qu'à des étudiants pacifiques réclamant, comme on a pu le voir en Tunisie et en Égypte, la démocratie téléphones portables à la main. On fait illusion avec quelques centaines de personnes pour annoncer un soulèvement général qui n'a pas lieu. **Le soulèvement est circonscrit à une ou deux villes (principalement Benghazi et Derna, toutes deux situées en Cyrénaïque) connues pour leur insoumission au pouvoir central et leur proximité avec les mouvements islamistes les plus extrémistes de la région (2).** Al Jazeera, chaîne d'un émir du Qatar (précieux allié des États-Unis dans la péninsule arabique) qui avait pourtant couvert très largement les révoltes arabes en Tunisie et en Égypte, est incapable de nous montrer les foules en délire démocratiques à Benghazi ou ailleurs sur le territoire libyen. Au lieu de cela, on voit quelques rebelles de Benghazi maniant des armes lourdes ou conduisant des chars et l'ancien ministre du Protocole de Kadhafi, Nuri Mesmari, sur fond de Tour Eiffel, appelant à la révolution contre son ancien maître, au nom de droits de l'homme qu'il n'a jamais défendus : celui-ci s'est réfugié en France en novembre 2010, plusieurs mois avant que le vent de révolte ne porte le trouble dans les oligarchies arabes. La chaîne qatarie affirme que le 21 février des avions et des hélicoptères de Kadhafi auraient ouvert le feu contre des manifestants, sans, cependant, pouvoir fournir une seule image pour appuyer ses affirmations, en dépit de la présence sur place de ses journalistes. Pour prix de sa coopération avec les insurgés de Benghazi, Al Jazeera sera, quelques semaines plus tard, mandatée par les rebelles pour créer une nouvelle chaîne nationale libyenne.

On reconnaît (dès le 10 mars 2011 pour la France (3)) un **Conseil National de Transition**, formation politique hétéroclite qui se divise en deux parties inconciliables : **d'un côté, les anciens cadres de Kadhafi** ayant senti le vent tourner et plutôt de tendance laïque (dont le Ministre de la Justice du dictateur jusqu'au 21 février 2011, Mustafa Abdel Jalil, Ministre qui avait supervisé, avec le Ministre de l'Intérieur, la torture des infirmières Bulgares libérées grâce à l'intervention de Nicolas Sarkozy et qui a été désigné par Amnesty International comme un homme particulièrement infréquentable ; et Abdul Fatah Younis, ancien Ministre de l'Intérieur de Kadhafi et auparavant chef de la police politique) ; **de l'autre, des fondamentalistes (4) qui réclament la Charia** (dont l'un des principaux dirigeants du Conseil, al-Hasidi) et dont les mouvements ont fourni les plus importants contingents de djihadistes en Irak de la part d'un pays étranger (5). Ni les uns ni les autres n'ont un passé de militants des droits de l'homme, mais qu'importe, les démocraties savent transformer le djihadiste en démocrate, l'islamiste terroriste en musulman modéré ami de l'Occident s'il le faut. D'une certaine manière, les rebelles libyens ressemblent aux rebelles kosovars, mafieux avérés et terroristes reconnus, mais amis providentiels instrumentalisés par l'Occident pour appuyer leurs guerres. **Les Occidentaux semblent, en outre, rejouer en Libye le pari afghan : on s'allie avec l'ennemi de demain pour combattre l'ennemi d'aujourd'hui (sauf que l'ennemi de demain - les islamistes - c'est déjà l'ennemi d'aujourd'hui, du moins si l'on en croit les raisons de notre présence en Afghanistan !). Que des membres éminents du Conseil National de Transition aient des liens avec les mouvances terroristes islamistes et peut-être, même, avec al-Qaïda, ne semble guère émouvoir nos experts en géostratégie et spécialistes de la guerre contre le terrorisme.**

On passe un marché avec certains membres de la Ligue des États Arabes (6) pour donner l'impression que le monde arabe est derrière l'intervention occidentale : on oublie de mentionner que la Ligue des États Arabes est un club de dictateurs dont l'Arabie Saoudite est l'un des membres les plus influents et que cette dernière, en échange d'une acceptation de principe, a été mandatée pour aller **écraser dans le sang, au même instant, une autre révolte populaire, au Bahreïn**, celle-ci réelle et de grande ampleur, avec la bénédiction des Occidentaux, dans le silence médiatique le plus total. Il était inconcevable pour les États-Unis et l'Arabie Saoudite de laisser les dirigeants sunnites du Bahreïn céder aux revendications des foules chiites -70% de la population- vues comme les alliées potentielles des Iraniens. Rappelons également que le Bahreïn est le port d'attache de la 5ième flotte américaine. Les militants des droits de l'homme du Bahreïn ont été arrêtés, torturés et exécutés. Les dirigeants de l'opposition et les principaux représentants des manifestations vont bientôt être jugés et sans doute condamnés à mort. Le 19 mai

2011, le prince régnant du Bahreïn était chaleureusement accueilli par le premier Ministre Britannique au 10 Downing Street pour parler des affaires du monde, comme si de rien n'était. On prend également soin de ne pas mentionner que **seulement 9 des 22 membres de la Ligue des États Arabes ont donné leur accord pour 'une zone d'exclusion aérienne'** afin de protéger les populations civiles qui seraient la cibles des folies de son dirigeant (les autres membres étant absents lors du vote). Ils n'ont, par ailleurs, jamais donné leur accord pour une intervention au sol de l'OTAN (sans doute inévitable), ni pour armer la rébellion (une réalité dès le début du conflit (7)).

On sur-représente un soulèvement pour rendre nécessaire une intervention que l'on qualifie dans un premier temps d'humanitaire et que l'on prétend limitée à un pont aérien destiné à protéger les civils des bombardements du dictateur. On jure que ce seront les Nations unies qui interviendront et qu'il n'y aura pas de troupes au sol. On annonce et répète en boucle sur tous les médias que les bombardements de Kadhafi ont fait plus de 6000 morts en quelques jours (dont 3000 à Tripoli (8)). **Le nombre de '6000' morts a été avancé dès le 2 mars 2011 par le tout nouveau porte-parole de la Ligue libyenne des droits de l'Homme, Ali Zeidan, à ce point proche de la rébellion qu'il est également le porte-parole du Conseil National de Transition !** Quelques jours plus tôt (le 28 février), présentant sans doute qu'un 'génocide' serait en cours, on fait entrer en scène l'ONU, par l'intermédiaire de son Secrétaire Général, Ban Ki-moon, qui, à la sortie d'une visite du mémorial sur l'Holocauste à Washington, fait une déclaration dans laquelle il ose un parallèle entre les bombardements supposés du régime libyen sur son peuple et le génocide perpétré par les nazis (9). Il annoncera plus tard que le Conseil de Sécurité des Nations unies devra également poursuivre le tyran devant la Cour Pénale Internationale pour crimes contre l'humanité (ce qui sera chose faite avant la fin du mois de mai 2011, le Conseil de Sécurité ayant saisi le Procureur de la Cour - Luis Moreno-Ocampo - à cet effet, Procureur qui s'exécutera immédiatement).

Qu'importe que, quelques semaines plus tard, on apprenne que les bombardements contre les foules démocratiques n'ont pas eu lieu. **Le spectre de Timisoara** (les fameux faux charniers du dictateur roumain Ceaușescu) est de retour. Mais les médias dominants ne reprendront pas la nouvelle. On ne niera pas la répression sanglante, mais il convient d'en mesurer la portée : puisque Kadhafi était devenu l'ami des Occidentaux, c'est que nous avons pardonné son passé (à tort d'ailleurs). Ainsi, l'intervention de 2011 n'est pas basée sur ses crimes passés qui ont, en quelque sorte, été absous par les Occidentaux, mais sur la répression supposée de la rébellion de Benghazi et les '6000' victimes qui en ont résulté. Mais, on le sait, les chiffres ont été manipulés (10) et la répression peut, d'une certaine manière, être analysée comme une réponse à un défi militaire orchestré par des Occidentaux appuyant un clan non-démocratique dans le cadre d'une guerre civile provoquée. **Face à deux mouvances non-démocratiques, toutes deux responsables de crimes de guerre (11), pourquoi les Occidentaux devraient-ils choisir l'un des deux camps ? Ne peuvent-ils pas se contenter d'appuyer des forces démocratiques crédibles sans vouloir en tirer un profit géopolitique pour eux-mêmes ?** Les opinions publiques occidentales, sont, sans aucun doute, prêtes à aider les démocrates sincères des révoltes arabes, sans réclamer en échange autre chose qu'un peu de reconnaissance et le témoignage de l'amitié entre les peuples.

Enfin, au lieu de l'ONU on voit finalement l'OTAN intervenir. Derrière l'OTAN ce sont les États-Unis qui pilotent les opérations militaires depuis leur base de Stuttgart (en Allemagne), base chargée de leurs opérations militaires pour l'ensemble de l'Afrique (il s'agit, plus précisément, de l'Africom, ou centre de commandement unifié américain pour l'Afrique, que la Libye a effrontément refusé de rejoindre en 2007, à la différence de la quasi-totalité des pays africains). Mais, pour ne pas froisser une opinion publique américaine échaudées par l'Irak et l'Afghanistan, les États-Unis préfèrent laisser les premiers rôles médiatiques à leurs subalternes français et britanniques, qui voient là une occasion de bomber le torse à moindre frais. Et, en dépit des dénégations de ses dirigeants, l'intervention au sol commence dès le début des opérations aériennes de l'OTAN, des membres des forces spéciales françaises et britanniques aidant les insurgés à manier les armes lourdes dès le début de la rébellion (13).

Ainsi, on attise les tensions entre tribus et clans politiques (Kadhafi s'appuie sur les tribus de l'Ouest, du Centre et du Sud -les Fezzans-, qui s'opposent depuis longtemps aux Harabi et aux El-Obeidat identifiés à l'ex-classe dirigeante du temps de la monarchie) dans un pays étranger jusqu'à **créer et nourrir une guerre civile au nom des droits de l'homme, comme l'avait fait autrefois la France au Biafra dans**

les années 1960. On arme une partie contre une autre en tenant soin de ne pas permettre à l'une d'entre elles d'écraser définitivement son adversaire. On démembrer l'État, comme en Irak, avec l'intention, sans doute, de créer plusieurs entités indépendantes, mais pas assez fortes pour se dispenser de l'aide et de la protection des Occidentaux. **On s'accapare, avec l'aval de l'ONU, une partie des fonds souverains libyens (14) (plus de 35 milliards de dollars pour les États-Unis, le même montant pour l'Europe - les fonds en question ne sont pas ceux de Kadhafi, mais ceux de la Banque Centrale Libyenne et de la compagnie nationale de pétrole) qu'on prétend destinés à la reconstruction d'un pays dont on est le principal destructeur.** Il ne serait pas surprenant que nous utilisions ces fonds pour financer nos propres entreprises et pour acheter les alliances nécessaires à nos fins, comme l'ont fait les États-Unis en Irak en toute impunité.

On met également fin, de la sorte, à une tentative d'indépendance financière de l'Afrique dans laquelle la Libye jouait un rôle majeur. En effet, les investissements libyens (300 millions de dollars) ont permis la réalisation et la mise en orbite (en 2007) du premier satellite de télécommunications de la Regional African Satellite Communications Organization qui ouvre, enfin, aux pays africains, l'espoir de devenir moins dépendants des réseaux satellitaires occidentaux (et notamment du réseau satellitaire européen qui coûtait au continent africain plus de 500 millions de dollars par an). Également importants ont été les investissements de la Libye dans les organismes financiers et de développement créés par l'Union Africaine : la Banque africaine d'investissement, dont le siège est à Tripoli ; le Fonds monétaire africain (dont la Libye est le principal contributeur avec l'Algérie (15)) et qui était destiné à contourner les orientations néolibérales du FMI dès 2011 et, enfin, la Banque centrale africaine qui a pour ambition de créer une monnaie africaine pour l'ensemble du continent au grand dam, notamment, des défenseurs du Franc CFA. De leur côté, les États-Unis voyaient d'un mauvais œil le soutien apporté par le Guide libyen au projet de Dominique Strauss-Kahn, alors directeur du FMI, de faire des Droits de Tirage Spéciaux, émis par l'institution, une monnaie internationale pouvant, à terme, concurrencer le dollar, dans certaines régions du monde. Les fonds souverains libyens, détournés par les Occidentaux, ne viendront plus financer ces organismes de manière indépendante pour l'Afrique. C'est un coup dur porté au continent africain. L'Occident envoie un signal fort à ses amis tyrans qui auraient quelques velléités d'indépendance à son égard : 'tenez vos promesses envers nos oligarchies, ou dégagez'.

Dès avril 2011, sous la houlette bienveillante des puissances occidentales, **les insurgés de Benghazi,** curieusement pressés, diligents et bien inspirés, **ont créé une banque centrale (avec l'aide de la banque HSBC) et une nouvelle compagnie nationale du pétrole (la LibyanOilCompany), toutes deux indépendantes du pouvoir central de Tripoli.** Ils ont annoncé leur intention de privatiser, à terme, la LibyanOilCompany. Les contrats pétroliers en faveur des Occidentaux ont été renégociés dans la foulée, dans des termes beaucoup plus avantageux pour ces derniers que du temps de la splendeur de leur ami Kadhafi. **La gestion de la LibyanOilCompany a été confiée au Qatar.** Dès le 29 mars 2011, les Occidentaux décident lors du sommet de Londres que les insurgés seront autorisés à exporter à leur profit le pétrole du pays (17). La guerre humanitaire est, décidément, une affaire bien lucrative pour certains milieux qui n'attendent pas l'issue de la guerre pour négocier leur part du butin.

Il ne faudra pas s'étonner de voir, à moyen terme, les États-Unis installer des relais puis des bases militaires sur le territoire libyen. Il ne faudra pas non plus jouer l'étonnement si une grande partie des industries libyennes est privatisée au profit de grands groupes occidentaux dans les mois qui viennent. **L'opération 'Aube de l'Odysée' (18) n'est que le début du long voyage de l'OTAN pour conquérir l'Afrique militairement, à défaut de savoir comment y investir pour l'avenir de ses populations.** Face aux révoltes démocratiques inattendues des sociétés tunisienne et égyptienne qui n'ont pas reçu le soutien des dirigeants démocrates, ces derniers ont préféré prendre les devants en Libye pour reprendre la main sur l'échiquier géopolitique régional. **Les Occidentaux sont en pleine guerre froide avec la Chine en Afrique et avec l'Iran chiite dans la péninsule arabique toute proche ; les Libyens semblent devoir en payer le prix sous l'œil passif des opinions publiques occidentales.** Il n'y a là rien de nouveau pour qui observe froidement **les actes de guerre des démocraties** au-delà des apparences médiatiques. Dans cette reconquête du terrain perdu (19), les Occidentaux sont aidés par l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Émirats Arabes Unis, pays qui ont tous participé à la répression du soulèvement populaire au Bahreïn. La société américaine de mercenaires Xe Services (connue anciennement sous le nom de Blackwater) est en train de constituer aux Émirats Arabes Unis une force d'intervention destinée

à mater les révoltes populaires qui pourraient survenir dans la région (20). L'Arabie Saoudite déverse des milliards de dollars pour s'assurer que l'Égypte maintienne son oligarchie en place et n'aille pas davantage vers la voie de la démocratie (21). Dans ce contexte, et Kadhafi n'ayant pas tenu ses promesses à l'égard de des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne en ce qui concerne les contrats pétroliers (22) et l'achat d'armements, il était temps de donner une leçon au nouvel ami peu fiable. Une fois Kadhafi hors-jeu, la France pourra, si l'Algérie a bien retenu la leçon libyenne, relancer l'Union pour la Méditerranée qui avait été snobée par le dictateur libyen.

S'il est difficile de ne pas se réjouir de la chute d'un dictateur, il est, de notre point de vue, criminel, de la part des pays occidentaux, de prendre prétexte de cette chute pour bombarder, conquérir, démembrer, dépouiller un pays sans y apporter la démocratie. **Le dictateur tombe, l'oppression reste, avec, en général, plus de violence, moins de droits pour les femmes (23) et les enfants et une économie dépecée par la rapacité des nouveaux chefs locaux alliés des démocrates aux mains sales. Les charniers laissés derrière elles par les démocraties sont-ils plus tolérables et moins douloureux pour les victimes que ceux légués par les dictatures ?** Le désastre irakien était pourtant là pour nous le rappeler : les belles déclarations occidentales sont pavées de mauvaises intentions ; aux promesses succèdent les crimes, aux crimes succèdent les tombes, aux tombes le silence des victimes. **Les interventions occidentales semblent, dans nombre de cas, ajouter un surcroît de désespoir aux malheurs des peuples opprimés.**

Les exemples tunisien et égyptien nous montrent que les peuples sont capables de faire tomber leurs tyrans avec moins de sang répandu ou de souffrances endurées que lorsque ce sont les Occidentaux qui s'en mêlent. Mais ces derniers ne peuvent pas imaginer un monde sans eux ; ils veulent se rendre indispensables à tout prix, même si pour cela ils doivent commettre l'irréparable. **La démocratie devient un alibi pour les démocrates aux mains sales qui ne supportent pas que le monde leur échappe** et que les aspirations démocratiques des pays arabes ne s'inspirent pas d'eux, ne s'appuient pas sur eux, ne se réclament pas d'eux.

Guillaume de Rouville

31 juillet 2011.

Sources :

- (1) Voir : « The U.S. and Its Allies Will Do Anything to Prevent Democracy in the Arab World », interview de Noam Chomsky sur DemocracyNow ! en date du 11 mai 2011 : [\[http://www.democracynow.org/2011/5/11/noam_chomsky_the_us_and_its\]](http://www.democracynow.org/2011/5/11/noam_chomsky_the_us_and_its)
- (2) Benghazi a depuis toujours accueilli et protégé les mouvements islamiques les plus réactionnaires comme les wahhabites et les salafistes.
- (3) Au 15 juillet 2011, la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Qatar, l'Italie, la Gambie, le Koweït et quelques vingt autres pays ont reconnu officiellement le Conseil national de transition.
- (4) « Avec les djihadistes de Derna », de Sara Daniel, Le Nouvel Observateur, 14 avril 2011 : <http://sara-daniel.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/04/14/avec-les-djihadistes-de-derna1.html>
- (5) « Libyanrebellion has radical Islamisfervor : Benghazi link to Islamicmilitancy : U.S. Military Document Reveals », par Daya Gamage, Asian Tribune, le 17 mars 2011 : <http://www.asiantribune.com/news/2011/03/17/libyan-rebellion-has-radical-islamist-fervor-benghazi-link-islamic-militancyus-milit>
- (6) Voir : « The US-SaudiLibya deal » par Pepe Escobar, 2 avril 2011, Asia Times : « As Asia Times Online has reported, a full ArabLeagueendorsement of a no-fly zone is a myth. Of the 22 full members, only 11 werepresentat the voting. Six of themwere Gulf Cooperation Council (GCC) members, the US-supported club of Gulf kingdoms/sheikhdoms, of whichSaudiArabiais the top dog. Syria and Algeriawereagainstit. SaudiArabiaonlyhad to "seduce" threethermembers to get the vote » [http://atimes.com/atimes/Middle_East/MD02Ak01.html]
- (7) La France aurait livré des armes aux insurgés de Benghazi dès le début du mois de mars d'après le Canard Enchaîné du 16 mars 2011. Voir également : (i) Le Canard Enchaîné du 25 mai 2011, « Trafic élyséen », page 3 : « C'est le général Benoît Puga, chef d'état-major particulier de Sarko, qui a supervisé les livraisons clandestines d'armes aux insurgés libyens », (ii) « La France a parachuté des armes aux rebelles libyens », de Philippe Gelie, Le Figaro, 28 juin 2011 ; <http://www.lefigaro.fr/international/2011/06/28/01003-20110628ARTFIG00704-la-france-a-parachute-des-armes-aux-rebelles-libyens.php> ; (iii) « Libye : des missiles livrés à dos d'âne », Luc Mathieu,

Libération, 2 juillet 2011 ; <http://www.liberation.fr/monde/01012346704-libye-des-missiles-livres-a-dos-d-ane>

(8) Voir, pour la presse française, sur le chiffre de '6000' morts :

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/en-libye-6000-morts-et-kadhafi-menace-encore_968125.html ;

<http://www.liberation.fr/monde/01012323154-libye-les-etats-unis-de-de-plus-en-plus-menacants> ;

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/02/97001-20110302FILWWW00548-libye-nouveau-bilan-de-6000-morts.php>

(9) « Il y a 70 ans, six millions de gens ont été assassinés à l'instigation d'un État. Ce musée commémore cette vérité choquante. Il nous appelle à nous souvenir et à agir. 'Jamais plus' », a dit le Secrétaire général dans une déclaration. « Une fois encore, nous sommes mis à l'épreuve. En Libye, un régime qui a perdu toute légitimité a déclaré la guerre contre son peuple. C'est à nous, la communauté des nations, de nous dresser contre ce crime » : <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=24593&Cr=Libye&Cr1>

(10) Voir : « Libye : Amnesty conteste le nombre de victimes et accuse les rebelles », de Céline Lussato, Le Nouvel Observateur, 17 juin 2011 :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110617.OBS5317/libye-amnesty-conteste-le-nombre-de-victimes-et-accuse-les-rebelles.html>

(11) « Les deux camps accusés de crimes de guerre en Libye », AFP, dans Le Monde du 2 juin 2011.

(12) <http://www.rue89.com/2011/06/16/libye-amnesty-accuse-les-rebelles-de-torture-et-dexactions-209588-0>

(13) Voir : (i) Le Canard Enchaîné du 25 mai 2011 (« Commandos clandestins ») : 125 membres des Forces Spéciales françaises se trouveraient sur le terrain, ainsi que 500 membres des Forces Spéciales britanniques, (ii) Le Figaro du 23 mai 2011 : « Depuis le début du conflit, des forces spéciales françaises sont à l'œuvre en Libye. Équipées de visées laser, elles repèrent les cibles et guident les chasseurs de la coalition. », dans « La France engage des hélicoptères en Libye », par Isabelle Lasserre :

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/05/22/01003-20110522ARTFIG00149-la-france-engage-des-helicopteres-en-libye.php> ; (iii), « Libya : SAS veterans helping NATO identify Gaddafi targets in Misrata », par Richard Norton-Taylor et Chris Stephen, The Guardian, 31 mai 2011.

(14) Voir : « Comprendre la guerre en Libye », de Michel Collon, 7 avril 2011 ;

<http://www.michelcollon.info/Comprendre-la-guerre-en-Libye-1-3?lang=fr>

(15) À eux deux ils représentent plus de 60% des fonds investis dans le Fonds monétaire africain.

(16) <http://www.rue89.com/2011/06/16/libye-amnesty-accuse-les-rebelles-de-torture-et-dexactions-209588-0>

(17) Voir : « West's Oil Firms, No Love Lost in Libya », de Guy Chazan, The Wall Street Journal, 15 avril 2011 ; <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703730104576260902489238740.html>

(18) Nom officiel donné par les États-Unis à l'opération occidentale en Libye.

(19) Il s'agit d'une véritable contre-révolution menée par les Occidentaux avec leurs alliés arabes non-démocratiques.

(20) Voir : « Secret Desert Force Set Up by Blackwater's Founder », par MARK MAZZETTI et EMILY B. HAGER, The New York Times, 14 mai 2011 :

[<http://www.nytimes.com/2011/05/15/world/middleeast/15prince.html>]. Également : « United Arab Emirates Confirms Hiring Blackwater Founder's Firm », mêmes auteurs, 15 mai 2011 dans The New York Times : <http://www.nytimes.com/2011/05/16/world/middleeast/16prince.html>

(21) Voir : « The cold hard cash counter-revolution », de Pepe Escobar, Asia Times, 10 juin 2011 ; http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/MF10Ak04.html

(22) Voir : « Conflict in Libya : U.S. oil companies sit on sidelines as Gaddafi maintains hold », de Steven Mufson, The Washington Post, 11 juin 2011.

(23) Les Occidentaux font ou tentent de faire tomber des régimes laïques (Irak, Libye, Syrie) et appuient des mouvements d'opposition qui sont aux mains de fondamentalistes religieux.

dimanche 31 juillet 2011, par [L'Idiot Du Village](#)

http://www.lidiotduvillage.com/article.php3?id_article=5807

1 Au jour le jour

1-1 Silvia Cattori : Les bouchers de la nouvelle Libye de BHL.

L'ancien Premier ministre libyen, extradé dimanche matin de Tunisie, a été torturé et hospitalisé dans l'après-midi suite à une hémorragie. Son état est jugé grave par des sources médicales libyennes. Selon l'avocat Ceccaldi, il aurait été torturé en présence de Abdelhakim Bel Haj, chef militaire de Tripoli, qui aurait lui-même frappé M. Mahmoudi.

Baghdadi Mahmoudi a des côtes cassées et un poumon perforé

A peine atterri en Libye, M. Mahmoudi, extradé dimanche 24 juin de bonne heure de Tunisie vers Tripoli, a été tout de suite soumis à l'interrogatoire.

Dans l'après-midi du même jour, il a été hospitalisé et son état de santé est inquiétant.

Selon son avocat français Marcel Ceccaldi, M. Mahmoudi a été violenté par Abdelhakim Belhaj, chef militaire de Tripoli, en personne. Il a eu des côtes cassées, qui lui ont perforé un poumon et abîmé des intestins. Son état a nécessité son hospitalisation en urgence.

La ministre de la Santé libyenne Fatma Harrouche a été informée par le médecin traitant qui lui a remis un rapport sur l'état de santé de l'ancien Premier ministre de Kadhafi : grave hémorragie suite à la fracture des côtes. L'enfoncement de ces côtes ont perforé un poumon et abîmé les intestins et il est difficile d'arrêter l'hémorragie, qui nécessite le transfert de M. Mahmoudi à l'étranger pour des soins intensifs.

Tous les ministres du gouvernement tunisien Jebali (dont la majorité vient du parti islamiste Ennahdha) ont déclaré que M. Mahmoudi va bénéficier d'un jugement équitable dans son pays et qu'il ne risque pas la torture, selon le constat des membres d'un comité d'expert envoyé par le gouvernement Jebali en Libye et qui a été rassuré par des associations locales de défense de droits de l'Homme.

La suite ne semble pas avoir donné raison aux conclusions pour le moins hâtives et irresponsables de ce comité.

Silvia Cattori

26 Juin 2012

1-2 Silvia Cattori : Ennahdha au cœur de l'extradition de Mahmoudi.

Le conseiller du ministre de la Justice Saïd Ferjani (d'Ennahdha) et Salim El Hassi, chef des services de renseignement libyen se sont rencontrés, en mai dernier, à l'hôtel parisien Georges V. Les comptes bancaires de Mouammar Kadhafi étaient au centre de la discussion.

Un rendez-vous a eu lieu entre le Libyen et le Tunisien avec l'avocat de Baghdadi Mahmoudi, Me Marcel Ceccaldi qui a invité les deux dirigeants islamistes au restaurant le Fouquet's.

L'avocat, qui dit conserver encore la note des frais du restaurant ainsi que les cartes professionnelles de ses deux visiteurs, a notamment déclaré à plusieurs agences de presse que le sujet tournait autour des clefs des comptes de Mouammar Kadhafi en France dont seul l'ancien Premier ministre Baghdadi Mahmoudi, extradé dimanche de la Tunisie vers la Libye, a les secrets et les codes.

Selon l'avocat, de M. Mahmoudi était décidé à livrer des secrets à un juge français concernant le financement de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy et son enrichissement personnel.

A son retour à Tunis, Saïd Ferjani a rendu visite à Baghdadi Mahmoudi à la prison de la Mornaguia. Que se sont raconté les deux hommes ? On n'en sait rien. Et que vient faire M. Ferjani dans ce dossier franco-libyen ? Intervenait-il au nom d'Ennahdha ou du gouvernement ? Dans les deux cas, des éclaircissements sont nécessaires.

Quoi qu'il en soit, quelques jours après, l'avocat français a rencontré l'ancien Premier ministre de Kadhafi qui a souhaité livrer le plus tôt possible quelques secrets à un juge d'instruction français concernant le financement de la campagne de Sarkozy et de l'acharnement de ce dernier dans l'intervention de l'OTAN en Libye.

C'était le 16 juin. Huit jours après, M. Baghdadi a été extradé de la prison de la Mornaguia vers Tripoli. Où il a été transféré dans une prison. Aussitôt arrivé, l'interrogatoire a commencé et, selon l'avocat français, en présence de Abdelhakim Bel Haj, chef militaire de Tripoli, un ancien d'Al-Qaïda, qui aurait lui-même frappé M. Mahmoudi, transporté dans l'après midi à un hôpital.

Interrogé à propos d'un marché conclu entre la Tunisie et la Libye au sujet de cette extradition, le ministre de la Justice, Nourddine Bhiri, et Samir Dilou, ministre des Droits de l'Homme et de la Justice transitionnelle et porte-parole du gouvernement, ont affirmé qu'aucun marché n'a été conclu entre Tunis et Tripoli autour de cette extradition.

Auparavant, leur collègue, le ministre des Finances, Houcine Dimassi avait déclaré qu'en politique il n'y a pas de morale et qu'il y a eu des accords entre les deux gouvernements islamistes.

Silvia Cattori

28 Juin 2012

Source :

<http://www.kapitalis.com/fokus/62-national/10560-libye-mahmoudi-a-des-cotes-cassees-et-un-poumon-perfore.html>

2 Analyse

2-1 Paroles & action du président Obama

Jean-Paul Pougala : **RÉACTION AU PLAN D'OBAMA POUR L'AFRIQUE A 4 MOIS DE LA FIN DE SON MANDAT.**

Jeudi dernier, le 14/06/2012, Obama a sorti la plus drôle blague de l'année : il a un plan pour sauver l'Afrique. Pire, il découvre que l'Afrique se développe malgré ses bombes. Il dit que la Côte d'Ivoire a été une victoire, que la Libye a été une victoire. Il dit que diviser le Soudan en plusieurs morceaux a été son succès en Afrique.

On a envie de lui demander, sur quelle planète il vit.

On a envie de lui demander si prendre un otage un chef d'Etat Africain (Laurent Gbagbo) confiné dans une cellule du cirque hollandais de la Haye dénommé TPI est un succès?

On a envie de lui demander s'il peut aller en vacance dans cette nouvelle Libye version Obama avec son épouse et ses 2 filles. Même le consulat américain dans le fief le plus sûr du CNT à Benghazi est pris pour cible des bombes quotidiennes. La solution : les médias qui hier ont tous dit qu'il fallait aller bombarder la Libye pour y chasser un dictateur et installer la démocratie, ont tout simplement choisi de mettre la tête sous le sable et garder le silence sur les nombreux morts quotidiens dans ce pays. Ils préfèrent continuer de mentir sur les contrats de gaz, de supermarchés français etc... bravo Obama, votre plan pour l'Afrique ?

Merci, mais nous n'en voulons pas, on en a trop vu. Donnez-le au peuple américain, appliquez-le à votre propre population qui sombre chaque jour dans la misère la plus profonde et qui depuis 4 ans n'a toujours pas vu l'ombre de solution à ses problèmes de pauvreté venant de vous. Comment pouvez-vous sauver un continent de 1 milliard d'habitants, si vous n'arrivez pas à donner du travail au peuple américain qui vous a voté pour cela ?

Obama dit qu'il veut contrer les Chinois en Afrique. Après avoir tenté de freiner les investissements chinois sur notre continent, maintenant il trouve que la solution miracle c'est de déchaîner ses spéculateurs sans foi ni morale en Afrique pour contrer les chinois. En seulement 5 mois de pouvoir, aura-t-il le temps de comprendre qu'il est complètement à coté de la plaque ? Mais après le plan de Tony Blair il y a 10 ans pour lui aussi contre la Chine en Afrique, les plans de 7 des 10 candidats aux dernières élections présidentielles françaises du 22/04/2012 pour freiner la Chine en Afrique etc. la question qui me tourmente depuis 10 ans est: pourquoi ne s'inquiètent-ils pas des mêmes investissements chinois en Amérique du Sud? pourquoi Obama n'a pas la même vigueur pour barrer la route à la Chine dans son propre pays? pourquoi l'Afrique ? et seulement l'Afrique ?

Si ce n'est toujours et toujours nous voir comme leurs propriété, leurs esclaves en jachère.

(la suite de cet article sera disponible lundi 17/06/2012)

Jean-Paul Pougala

3 Politique Libyenne

3-1 Reuters : Les Libyens ont voté dans un climat tendu.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Les Libyens ont participé samedi avec de la joie et parfois des larmes d'émotions aux premières élections libres après quatre décennies de régime autocratique de Mouammar Kadhafi.

Tandis que l'humeur était plutôt à l'allégresse à Tripoli, le vote a été perturbé dans l'est du pays par des manifestants hostiles aux élections.

Malgré les troubles, les autorités libyennes ont annoncé que 98% des bureaux de vote avaient fonctionné correctement.

La Commission électorale a annoncé qu'1,6 million d'électeurs sur près de 2,8 millions d'inscrits avaient voté, ce qui représente une participation de près de 60%.

Les bureaux de vote ont fermé samedi à 20h00 (18h00 GMT) mais les premières tendances ne sont pas attendues avant dimanche et les résultats complets lundi.

Les Libyens étaient appelés à élire une assemblée de 200 membres, qui désignera à son tour un gouvernement et un Premier ministre et rédigera une nouvelle Constitution afin de permettre l'organisation d'élections législatives en 2013.

Après la Tunisie et l'Egypte, la Libye pourrait à son tour porter des islamistes à sa tête dans la foulée du "printemps arabe". Beaucoup parmi les plus de 3.700 candidats à la députation défendent en effet des programmes d'inspiration religieuse.

Dans une école du centre de Tripoli transformée en bureau de vote, une dizaine de femmes faisaient la queue samedi pour voter et certaines avaient les larmes aux yeux.

"Je suis un citoyen libyen dans une Libye libre", s'est réjoui Mahmoud Mohamed al Bizamti, à l'extérieur de ce bureau de vote.

"Je suis venu aujourd'hui pour pouvoir voter démocratiquement. Aujourd'hui, c'est comme un mariage pour nous", a-t-il ajouté.

ATTAQUES

La principale menace pesant sur les élections vient de la province orientale de Cyrénaïque, berceau du soulèvement contre Mouammar Kadhafi début 2011. A Benghazi, la capitale provinciale, et dans sa région, s'est développée une hostilité à l'égard des autorités intérimaires installées à Tripoli, dans l'ouest. Un manifestant hostile aux élections a été abattu samedi à Ajdabiya, à environ 160 km au sud de Benghazi, alors qu'il tentait de dérober une urne dans un bureau de vote, a annoncé un responsable local de la sécurité.

Au moins quatre bureaux de vote ont également fait l'objet d'une attaque, selon des témoins. Des manifestants ont mis à sac l'un d'entre eux. Cherchant à jeter le discrédit sur les élections, ils ont mis le feu aux registres électoraux.

Un homme a par ailleurs été touché d'une balle dans le bras et transporté à l'hôpital après un affrontement entre partisans du boycott et partisans des élections.

"Le bureau n'était pas assez sécurisé pour les empêcher d'agir", a expliqué un témoin de la scène à Reuters.

La Cyrénaïque sera représentée par 60 élus contre 102 pour l'ouest du pays. Les manifestants avaient annoncé leur intention de boycotter le scrutin.

Mais ces troubles n'invalident pas pour autant les élections aux yeux des Occidentaux. "Je pense que la meilleure chose pour la Libye est que Mouammar Kadhafi ne massacre plus son propre peuple. Jusqu'ici, tout montre que ces élections ont été libres et équitables", a déclaré le sénateur américain John McCain à Tripoli.

"Il y a un an, les Libyens combattaient la tyrannie. Les élections d'aujourd'hui sont une étape décisive vers une Libye en paix, stable, prospère et démocratique", a déclaré le secrétaire au Foreign office William Hague.

"Je pense que nous pouvons déjà constater que les problèmes rencontrés se sont produits dans un nombre suffisamment restreint de bureaux de vote qu'ils ne vont pas remettre en cause la crédibilité générale de l'élection", a déclaré quant à lui Ian Martin, émissaire de l'Onu en Libye.

VERS UN SUCCÈS ISLAMISTE?

A Syrte, la ville de Mouammar Kadhafi sur les rives de la Méditerranée, les élections ne suscitent guère d'enthousiasme.

"Ils devraient d'abord s'occuper de nous, regardez nos maisons", déclare Abed Mohamed, un habitant du quartier n°2, dévasté par les combats de 2011. Mouammar Kadhafi se serait caché dans ce quartier avant d'être débusqué et tué en octobre.

"Nous ne sommes pas contre des élections à l'avenir, mais faisons les choses dans l'ordre", ajoute-t-il.

Beaucoup de Libyens sont toutefois impatients de pouvoir désigner enfin par eux-mêmes leurs dirigeants et il est quasiment impossible de prédire l'issue du vote.

Le Parti de la Justice et de la Reconstruction, aile libyenne des Frères musulmans, et Al Watan, de l'islamiste Abdel Hakim Belhadj, devraient recueillir de nombreux suffrages.

Un certain nombre de sièges sont réservés aux femmes, ce qui suscite des tensions, comme l'illustrent les gribouillages sur les affiches électorales des candidates à Tripoli.

Reuters

Avec TahaZargoun à Syrte,

Bertrand Boucey, Baptiste Bouthier, Hélène Duvigneau et Benjamin Massot pour le service français

Créé le 08-07

4 Sur le terrain - Des Canons ... pas du beurre

4-1 [La commission électorale saccagée à Benghazi.](#)

Quelque 300 partisans de l'autonomie pour l'Est de la Libye ont saccagé la commission électorale à Benghazi. Selon *Reuters*, ils étaient armés. Ils ont incendié le matériel de vote et ont détruit le matériel bureautique.

Le 7 juillet les premières élections après le renversement du régime de Mouammar Kadhafi doivent avoir lieu en Libye. Les chefs de tribus et de milices se prononçant pour l'autonomie de l'Est du pays appellent à les boycotter.

Les partisans de l'autonomie réclament pour les représentants de l'Est davantage de sièges à l'Assemblée qui sera chargée de rédiger une nouvelle Constitution libyenne

french.ruvr.ru

02/07/2012

4-2 AFP : [23 morts dans des affrontements.](#)

23 personnes ont été tuées et des dizaines autres blessées dans des combats entre la tribu des Toubous et des forces gouvernementales à Koufra, ville frontalière du Tchad, du Soudan et de l'Egypte situés dans le Sud-est de la Libye.

Selon un médecin toubou, 20 personnes de sa tribu ont été tuées, « dont des femmes et des enfants », tandis que le commandant de la brigade Bouclier de la Libye, a fait état de trois morts et 12 blessés parmi ses hommes. Issa Abdelmajid, le chef controversé des Toubous, a fait état quant à lui de 28 morts, appelant les Nations unies à « faire pression sur le Conseil national de transition (CNT, au pouvoir en Libye) pour lever le siège sur les Toubous » qui font face à un plan d'extermination.

Irib

AFP

07/07/2012

4-3 [Une colonne automobile de l'Ambassade britannique attaquée en Benghazi.](#)

Un convoi de l'Ambassade britannique a été attaqué ce lundi dans la ville libyenne de Benghazi.

Selon les témoignages, un obus à réaction a été lancé sur l'une des voiture du convoi. Un garde a été blessé à la suite de l'attaque. Le véhicule blindé a été endommagé par le coup direct d'obus. Les représentants de l'Ambassade britannique ont déclaré que tous les employés sont à leur lieu de travail. D'autres détails de l'incident ne sont pas communiqués.

07/07/2012

Irib